

UTILISER LES TECHNOLOGIES ÉMERGENTES POUR FOURNIR DES FORMATEURS POUR MODÉRER LES CRISES DE L'ÉDUCATION EN AFRIQUE DE L'OUEST



Matthew Atinyo est un éducateur des adultes spécialisé dans le développement des ressources humaines. Pendant de nombreuses années, il a participé à la formation de formateurs d'adultes en utilisant des méthodologies d'alphabétisation. Il a travaillé pour l'Université du Ghana, à la Division Non Formelle du Ministère de l'Éducation, ainsi qu'avec des organisations de la société civile au Ghana. Actuellement, il se concentre sur l'utilisation des médias de masse et des technologies innovantes dans la formation d'alphabétisation en Afrique.

Le monde est en crise en matière d'éducation. Selon le Secrétaire Général des Nations Unies, António Guterres, cette crise a un impact dévastateur sur l'avenir des enfants et des jeunes du monde entier. La réponse à cette crise mondiale de l'éducation doit se concentrer sur la mobilisation de toutes les parties prenantes pour soutenir la transformation de l'éducation à travers le monde (UNESCO, 2021).

Une éducation de bonne qualité est celle qui fournit à tous les apprenants les capacités dont ils ont besoin pour devenir économiquement productifs, développer des moyens de subsistance durables, contribuer à des sociétés pacifiques et démocratiques et améliorer le bien-être individuel - un bien-être fait d'équité et d'inclusion, de qualité et de pertinence.

Au milieu de ce siècle, il y aura un milliard d'enfants et d'adolescents de moins de 18 ans en Afrique. C'est près de 40 pour cent de tous les enfants et adolescents de la tranche d'âge 0-18 ans dans le monde. En 2020, trois Africains sur cinq auront moins de 25 ans. En 2050, un jeune de moins de 25 ans sur deux dans le monde sera africain. L'éducation étant un moyen essentiel pour le développement du capital humain, cette importante population jeune peut devenir une puissante source de croissance et de progrès en Afrique et dans le monde si les enfants et les adolescents reçoivent les bonnes opportunités

pour s'épanouir et développer tout leur potentiel. En effet, des investissements judicieux dans l'éducation peuvent contribuer à briser les cycles intergénérationnels de la pauvreté et favoriser le développement socio-économique en Afrique. Les investissements dans l'éducation peuvent transformer la jeunesse foisonnante en une main-d'œuvre qualifiée et employable, capable de répondre aux exigences des marchés du travail en termes de qualifications et de compétences.

105 millions d'enfants non scolarisés en Afrique

Depuis le début des années 2000, les pays africains ont déployé des efforts considérables pour améliorer l'accès à l'éducation. Les résultats de ces actions ont été étonnants. Par exemple, la proportion d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire qui ne sont pas scolarisés a diminué de moitié - passant de 35 pour cent en 2000 à 17 pour cent en 2019. De même, la proportion d'enfants en âge de fréquenter le premier cycle de l'enseignement secondaire qui ne sont pas scolarisés est passée de 43 pour cent à 33 pour cent au cours des deux dernières décennies ; pour les enfants en âge de fréquenter le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, elle est passée de 63 pour cent à 53 pour cent (UN DESA, 2020).

Cependant, malgré ces réalisations, environ 105 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire et secondaire n'étaient pas scolarisés en Afrique en 2019. Cela représente 41 pour cent du total mondial. En outre, de nombreux enfants quittent l'école sans avoir terminé leur scolarité. Seulement 41 pour cent

d'une cohorte achèvent le premier cycle de l'enseignement secondaire et seulement 23 pour cent terminent le deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Les mauvais résultats d'apprentissage demeurent un défi majeur en Afrique subsaharienne. Près de 87 pour cent des enfants ont des difficultés d'apprentissage. Cela signifie qu'ils sont incapables de lire et de comprendre un texte simple à l'âge de 10 ans. Cela s'explique par l'effet combiné du grand nombre d'enfants entassés dans une même classe et de la mauvaise qualité de l'enseignement. Parmi les autres facteurs critiques qui contribuent à la crise de l'éducation figurent la qualité des installations éducatives, la disponibilité de matériel pédagogique et, plus important encore, la qualité et la disponibilité des enseignants.

Le sous-secteur de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle (EFTP) nécessite davantage d'attention et d'investissements. Malheureusement, la stigmatisation et la discrimination de la société à l'égard de ce sous-secteur contribuent au faible favoritisme du système. La perception des apprenants qui choisissent la voie de l'EFTP est qu'ils sont moins intelligents ou inférieurs à ceux qui fréquentent les universités traditionnelles - cette attitude aggrave le problème.

121 millions d'étudiants subsahariens manquent de technologie pour apprendre en ligne

Une autre lacune est que les systèmes éducatifs africains ne sont pas suffisamment préparés pour assurer l'éducation non formelle. Peu d'individus adoptent la continuité de l'apprentissage en dehors des établissements scolaires. Par exemple, on estime que 121 millions d'étudiants, soit environ la moitié des étudiants, en Afrique subsaharienne sont exclus de l'enseignement à distance, soit en raison d'un manque de politiques soutenant l'enseignement à distance, soit parce qu'ils ne disposent pas du matériel nécessaire

pour participer à l'enseignement à distance. L'incorporation des nouvelles technologies dans l'éducation constitue une nouvelle barrière d'exclusion pour beaucoup. En effet, les TIC constituent une contrainte majeure à l'intégration de la technologie dans l'éducation en Afrique. Les données indiquent que seuls 64 pour cent des enseignants du primaire et 50 pour cent de leurs homologues du secondaire ont reçu la formation minimale en matière de culture numérique de base dans les pays d'Afrique subsaharienne. Étonnamment, même dans les pays disposant d'une connectivité et d'une infrastructure considérables, la plupart des éducateurs n'avaient pas les compétences nécessaires en matière de TIC, ce qui signifie qu'ils auront des difficultés à développer leurs propres compétences dans ce domaine. (UNESCO, 2020).

L'Afrique doit réformer et transformer son programme de développement si elle veut être en mesure de créer suffisamment d'emplois sur le continent pour endiguer le flot des milliers de jeunes migrants qui périssent dans leur quête d'emplois à l'étranger. Dans le contexte africain, la crise de l'éducation est donc en réalité un défi qui consiste à transformer la grande population de jeunes en une armée à forte capacité de production. Un grand nombre d'enseignants hautement qualifiés constitue le facteur déterminant du succès dans l'accomplissement de cette tâche herculéenne.

17 millions d'enseignants supplémentaires nécessaires d'ici 2030

De nouvelles recherches révèlent qu'il existe actuellement un grand fossé dans la fourniture d'enseignants qualifiés. Les données montrent que le continent aura besoin de 17 millions d'enseignants supplémentaires pour assurer l'éducation primaire et secondaire universelle d'ici 2030. Ce déficit est si important que les éducateurs africains doivent entreprendre une restructuration

complète de la structure et du contenu de nos systèmes éducatifs. Jusqu'à présent, de nombreux pays ont simplement engagé des enseignants non formés pour combler le manque croissant d'enseignants dans les écoles. Des estimations prudentes montrent qu'en 2019, la proportion moyenne d'enseignants qualifiés par pays en Afrique était de 78 pour cent - 89 pour cent au niveau primaire et 80 pour cent au niveau secondaire.

Les dirigeants africains sont pleinement conscients de l'énormité de la tâche consistant à fournir une éducation de qualité à une jeunesse effervescente. La multiplicité des politiques et des slogans sur le fait que le grand nombre de jeunes chômeurs constitue une bombe à retardement atteste de cette prise de conscience. L'éducation pour tous d'ici l'an 2000, les Objectifs de Développement Durable (ODD 4), l'Agenda 2063 de l'Union africaine, le Plan 2016-2025 pour l'éducation en Afrique, ne sont que trois des programmes qui ont été conçus par les décideurs politiques au fil des ans pour assurer un développement humain durable et inclusif. Par exemple, le Plan stratégique 2016-2025 pour l'éducation en Afrique serait motivé par la volonté de mettre en place un système d'éducation et de formation de qualité en Afrique. Il s'agit de doter le continent africain de ressources humaines efficaces, adaptées aux valeurs fondamentales africaines et donc capables de réaliser la vision et les ambitions de l'Union Africaine.

Au fil des ans, les éducateurs se sont rendu compte que si la formation des enseignants ne devenait pas la priorité essentielle, l'avenir de la jeunesse africaine continuerait d'être sombre. Pourtant, au fil du temps, les éducateurs et les parties prenantes ont permis aux politiciens de manipuler les systèmes éducatifs en fonction de leurs intérêts étroits. Ils se contentent de se conformer aux dictats des politiciens. Les éducateurs ne pourront atteindre l'objectif de fournir les 17 millions d'enseignants supplémentaires nécessaires à la réalisation de l'éducation primaire et secondaire universelle d'ici 2030 que s'ils sont en mesure de déployer les dernières technologies et de consacrer des fonds à la formation de ces enseignants mal préparés qui existe sur le continent.

Les enseignants ont désespérément besoin d'une formation complémentaire

Les modèles ou outils disponibles pour la formation de masse des enseignants existent déjà. Cependant, l'engagement politique pour déployer ces outils est faible. Par exemple, la technologie audio ou vidéo pourrait être déployée pour enregistrer les cours en classe qui pourraient être diffusés par podcasts, télévision en direct ou à la demande, DVD, télévision à accès public ou en ligne. Les stations de télévision et de radio publiques ou la téléphonie mobile pourraient être déployées pour transmettre des leçons standardisées. Pour les élèves qui n'ont pas accès à Internet, des enregistrements audio numériques pourraient être gravés sur des CD ou des DVD. Des copies numériques des manuels scolaires, des documents de référence, des devoirs et des supports d'apprentissage audiovisuels pourraient être mis à disposition sur des sites web spécifiques. Les systèmes de gestion de l'apprentissage, dont Zoom, pourraient être plus largement utilisés. L'utilisation de ces outils permettrait aux enseignants de partager et de stocker beaucoup plus de matériel pédagogique, notamment des devoirs, des feuilles de travail, des calendriers et des évaluations. Les outils numériques sont nécessaires pour améliorer le suivi des progrès des élèves et pour le travail d'attribution des notes, pour envoyer des messages et des notifications aux élèves, pour faciliter les discussions avec les élèves à l'aide de blogs et/ou de forums de discussion, pour organiser des réunions de classe en ligne et bien plus encore.

Certains pays ont piloté avec succès des modèles de ces techniques de formation de masse, même en Afrique. Par exemple, le Ministère de l'Éducation du Sénégal, l'UNESCO, Microsoft, Huawei et Orange ont uni leurs forces pour soutenir des dizaines de milliers d'enseignants et d'étudiants à poursuivre leur apprentissage pendant la crise de la COVID-19. La plateforme d'apprentissage à distance du Ministère a inscrit 82 000

enseignants et 500 000 apprenants, qui ont commencé à apprendre. Avec le soutien de Microsoft, 1,5 million d'apprenants et d'enseignants ont bénéficié de cette action. L'UNESCO soutient la formation de 200 enseignants pour qu'ils deviennent des «maîtres formateurs». Le projet adoptera bientôt une approche de «formation des formateurs» dans laquelle les enseignants forment d'autres enseignants. Huawei a distribué des appareils pour améliorer la connectivité des 200 maîtres formateurs en juin 2020. Orange a proposé une tarification zéro pour l'accès aux données sur l'éducation (<https://globaleducationcoalition.unesco.org/>).

Orange a également créé l'Orange Campus Africa, qui fournit des centaines de milliers d'articles éducatifs et culturels gratuits en français, anglais et arabe. Un téraoctet de contenu a été installé sur le centre de données d'Orange Afrique afin d'être accessible via un accès mobile gratuit ou très bon marché au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, en Guinée, au Liberia, à Madagascar, au Mali, au Sénégal et en Sierra Leone.

L'UNESCO fournit également un soutien financier et technique à l'Égypte, à l'Éthiopie et au Ghana pour la planification et la mise en place de systèmes d'apprentissage résilients face aux crises, notamment en améliorant les plateformes nationales d'enseignement à distance ou en ligne, en développant de nouveaux cours à distance et des ressources numériques, et en formant les enseignants et les étudiants aux compétences numériques ainsi qu'à l'utilisation efficace de l'enseignement à distance (<https://globaleducationcoalition.unesco.org/>).

Le Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME) a financé le projet West African Anglophone Learning Platform visant à améliorer la qualité de l'enseignement à distance dans cinq pays anglophones d'Afrique de l'Ouest. La Gambie, le Ghana, le Liberia, le Nigeria et la Sierra Leone vont développer une plateforme d'apprentissage sous-régionale. L'accent sera mis sur le matériel d'apprentissage hors ligne et imprimé, ainsi que sur la formation des

enseignants. Elle assurera également le suivi de l'enseignement à distance, en utilisant la radio et la télévision en coopération avec la CEDEAO et les médias partenaires de la coalition (<https://globaleducationcoalition.unesco.org/>).

Le défi de fournir 17 millions d'enseignants supplémentaires d'ici 2030 est énorme.

L'approche pompier adoptée jusqu'à présent par les décideurs politiques n'aidera pas l'Afrique à convertir le grand nombre de jeunes en une puissante source de croissance et de progrès, nécessaire pour sortir le continent du cycle de la pauvreté. Il est regrettable qu'en dépit de l'énormité et de l'importance de la tâche, le processus ait été largement laissé aux mains des politiciens dont la préoccupation première est leur élection. Tout ce qui ne se convertit pas immédiatement en votes ne reçoit qu'une attention minimale de la part de cette catégorie de personnes. En effet, un examen attentif du budget de l'éducation montre qu'en dépit de la Déclaration d'Abuja, le financement de l'éducation en Afrique dépend encore largement des fonds des donateurs. C'est pourquoi les Nations Unies, les donateurs internationaux et les organisations de la société civile telles que DVV doivent une fois de plus se mobiliser pour aider l'Afrique.

L'approche panafricaine est le seul moyen de former 17 millions d'enseignants supplémentaires d'ici à 2030

Ce qui est crucial à présent, c'est que l'Afrique se rassemble en tant qu'entité unie pour élaborer une stratégie globale permettant d'atteindre l'objectif de former 17 millions de nouveaux enseignants d'ici 2030. L'heure n'est pas aux slogans. L'heure est à l'action. L'heure est venue de former des partenariats multisectoriels avec les entreprises de télécommunications et les fournisseurs

d'accès à Internet afin de fournir des services Internet stables et fiables et de réduire le coût du temps d'attente, des données mobiles et des services à large bande. Aucune ressource n'est trop grande ou trop insignifiante. Il est maintenant essentiel de renforcer la mise en œuvre d'approches innovantes en matière d'enseignement et d'apprentissage qui élargissent l'accès aux ressources d'apprentissage en ligne pour tous ceux qui veulent apprendre, y compris les plus défavorisés et les plus vulnérables. Un plus grand nombre d'écoles doit être inclus dans la connectivité numérique pour permettre aux groupes qui sont en retard de recevoir une attention particulière, ne laissant ainsi personne de côté.

Il est urgent de relever les défis auxquels l'humanité est confrontée, notamment le changement climatique, les guerres et les conflits ethniques et l'appauvrissement croissant des groupes marginalisés. Par conséquent, les décideurs politiques doivent reconnaître le caractère holistique de l'apprentissage tout au long de la vie en tant que bien commun qui favorise la dimension collective de l'apprentissage. Il est essentiel de transformer les écoles

et les universités en institutions d'apprentissage tout au long de la vie et de renforcer la formation technique et professionnelle par des investissements à grande échelle. En outre, il est nécessaire de favoriser des liens plus étroits avec l'industrie et d'aligner l'éducation sur les marchés du travail afin d'améliorer le profil de compétences, l'employabilité et l'esprit entrepreneurial, en particulier chez les jeunes et les femmes, et de combler le déficit de compétences sur le continent (Union Africaine, 2013).

Les éducateurs doivent insister auprès des responsables politiques sur la nécessité de garantir un accès plus large et équitable aux technologies d'apprentissage et d'encourager les initiatives locales d'apprentissage tout au long de la vie. Le rôle de MOJA dans la promotion de l'apprentissage tout au long de la vie en tant que droit humain est essentiel à ce stade.

Références :

- African Union. (2013). *Agenda 2063: The Africa We Want*. Retrieved from: <https://au.int/en/agenda2063/overview> (Texte d'origine en anglais)
- African Union Commission: Department of Human Resources, Science and Technology.

(2017). Continental Education Strategy for Africa. (CESA 16-25) Journal (1) 1-22. Retrieved from: https://www.adeanet.org/en/system/files/cesa_journal_vol1.pdf (Texte d'origine en anglais)

United Nations Department of Economic and Social Affairs. (2020). Policy Brief: Education during COVID-19 and beyond. Retrieved from: https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg_policy_brief_covid-19_and_education_august_2020.pdf (Texte d'origine en anglais)

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. (2020). COVID-19 response-remote learning strategy: Remote learning strategy as a key element in ensuring continued learning. Retrieved from: <https://en.unesco.org/sites/default/files/unesco-covid-19-response-toolkit-remote-learning-strategy.pdf> (Texte d'origine en anglais)

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. (2021). Education: from school closure to recovery. Retrieved from <https://en.unesco.org/covid19/educationresponse#durationschoolclosure> (Texte d'origine en anglais)

